

Évolutions monétaires en Guyane au 31 mars 2013

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Les principaux indicateurs conjoncturels témoignent d'une nouvelle amélioration de l'économie mondiale au cours du premier trimestre 2013, malgré la persistance de nombreux signes de fragilité. Selon les projections du Fonds Monétaire International (FMI), la croissance mondiale devrait s'établir à 3,25 % en 2013, après 3,2 % en 2012. L'activité des pays émergents continuerait de s'accélérer, tandis que les pays avancés connaîtraient des rythmes d'évolution divergents. Aux Etats-Unis la croissance atteindrait 1,9 %, soutenue par une demande privée vigoureuse, alors que dans la zone euro l'activité se contracterait de 0,3 %.

D'après les premières estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro s'est replié de 0,2 % au cours du premier trimestre 2013, pénalisé par la consommation des ménages et l'investissement privé. La France a connu une baisse similaire, alors que le PIB allemand a légèrement progressé sur 3 mois (+0,1 %).

Dans ce contexte, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé lors de sa réunion du 2 mai 2013 d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,5 %, ainsi que celui de la facilité de prêt marginal de 50 points de base, à 1 %. Le taux de la facilité de dépôt est demeuré inchangé à 0 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a estimé que « les risques entourant les perspectives économiques dans la zone euro demeurent orientés à la baisse », soulignant « la possibilité d'une demande intérieure et d'une demande mondiale encore plus faibles que prévu ».

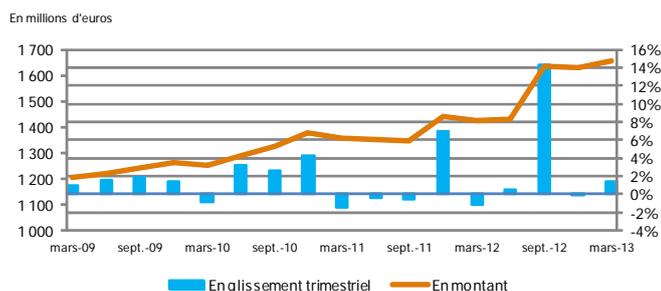
UNE ACTIVITÉ BANCAIRE QUI MARQUE LE PAS

Après un quatrième trimestre bien orienté, l'activité bancaire du département est plus modérée sur le premier trimestre 2013 avec un encours sain de crédits en hausse de +0,7 %, à 2 512 M€ (soit +18,1 M€), et une collecte en progression de 1,4 % (soit +23,1 M€) pour un total de 1 655 M€.

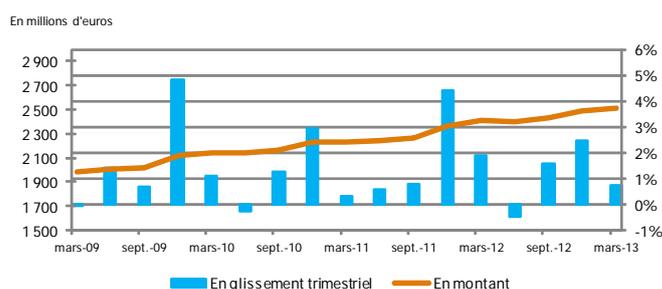
Les crédits à l'économie profitent de la bonne tenue des financements aux entreprises (+1,5 % soit +19,4 M€) ainsi que d'une reprise du financement des collectivités locales (+2,1 % soit +7,9 M€) permettant de compenser la baisse des crédits aux ménages (-0,5 % soit -3,9 M€) et la diminution des encours des autres agents (-13,2 % soit -5,3 M€).

La progression de la collecte trouve son origine principalement dans l'évolution des placements liquides (+2,9 % soit +13,3 M€) et à long terme, en particulier les contrats d'assurance vie. Principaux détenteurs d'actifs avec 61 % de l'encours total, les ménages concentrent l'essentiel de cette hausse de la collecte (+21,7 M€).

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT PLUS MODÉRÉE

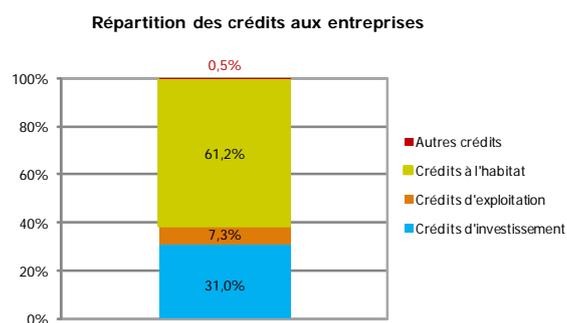
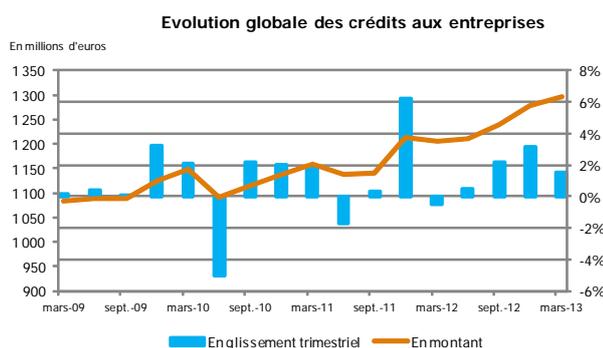
Ralentissement des crédits aux entreprises

Les crédits consentis **aux entreprises** progressent à un rythme plus modéré qu'au trimestre précédent avec une hausse de +1,5 % (soit 19,4 M€) portant le montant d'encours sain à 1 297 M€, en progression de 7,5 % par rapport à mars 2012.

Structurellement portés par une demande soutenue de logements et d'infrastructures, les **crédits à l'immobilier** confirment leur position de principale composante du financement de l'économie avec un encours en hausse de +1,4 % ce trimestre, à 793 M€.

En hausse de 13,7 M€ (soit +3,5 %), pour un encours de 402 M€, les **crédits à l'investissement** sont bien orientés ce trimestre en raison notamment de leur bonne tenue sur les segments de l'équipement (+3 %) et du crédit bail (+5 %).

Avec un encours de 95 M€, les **crédits d'exploitation** reculent en revanche de 5,7 % sur le trimestre après avoir progressé de 11,9 % au trimestre précédent. Sur un an, ils restent toutefois en hausse de 14,5 %. Dans le détail, les crédits de trésorerie sont particulièrement touchés sur le trimestre, avec une dégradation de 8,7 %.



Contraction ponctuelle des crédits aux ménages

Pour la première fois depuis 2004, l'encours de crédit **aux ménages** enregistre une baisse de 0,5 %, ramenant l'encours sain à 791,9 M€. Cette inflexion trimestrielle plutôt inhabituelle pour ce segment en Guyane est à relativiser en raison de taux de progression importants enregistrés au trimestre précédent (+2,8 %) et sur un an (+5,9 %), mais également du fait de l'arrivée à l'échéance de crédits à l'habitat titrisés pour un établissement local (-15,6 M€).

Bien qu'en augmentation de 8 % sur un an, le **financement de l'habitat**, première composante des crédits consentis aux ménages (79,5 % de l'encours), affiche une baisse ce trimestre (-0,3 % soit -1,7 M€) après un quatrième trimestre 2012 dynamique (+3,2 %).

Malgré une reprise au quatrième trimestre 2012 (+1,4 %), les **crédits à la consommation**¹ poursuivent leur tendance à la baisse avec -1,3 % ce trimestre (soit -2,2 M€), et -1,2 % sur un an. Cette évolution s'inscrit dans la continuité du ralentissement de la consommation observé en 2012.

Rebond des financements en faveur des collectivités locales

Les **crédits aux collectivités locales** s'inscrivent en hausse de 2,1 % ce trimestre, venant compenser la baisse enregistrée au dernier trimestre 2012, ce qui permet à l'encours sain de retrouver un niveau proche de septembre 2012, à 388,6 M€. Sur un an, l'encours chute de 8,0 % soit -33,6 M€. Cette dégradation notable s'explique par un niveau élevé des financements au premier trimestre 2012 (+33,6 M€), notamment en raison d'une opération ponctuelle qui avait porté les comptes ordinaires débiteurs de 1 M€ à 21 M€.

Poursuite de l'amélioration du niveau de sinistralité

L'encours des **créances douteuses brutes** des établissements de crédit installés localement enregistre une baisse de 1 % au cours du premier trimestre, permettant ainsi d'afficher une diminution sur un an de 1,3 %. Le taux de créances douteuses brutes des établissements locaux ressort ainsi en amélioration de 0,1 point, pour s'établir à 4,1 %. Avec un encours de provisions quasi stable (-0,1 %), le **taux de provisionnement** des ECIL augmente en conséquence de 0,6 point sur le trimestre pour s'établir à 66,4 %.

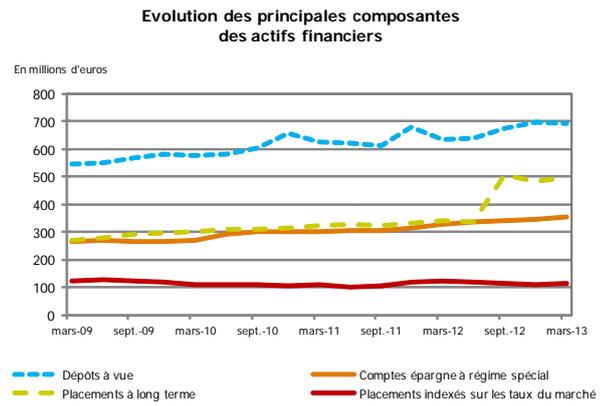
¹ Les données des crédits à la consommation ne sont pas exhaustives car elles incluent de façon partielle les encours d'un des ECIL déclarants. Les évolutions observées sur ce type d'encours sont à appréhender avec prudence en raison de cette spécificité.

UNE ÉVOLUTION CONTENUE DES ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers détenus par les agents économiques progressent de 1,4 % sur le trimestre pour s'établir à 1 655 M€. Sur un an ils augmentent de 16,4 %, mais après la neutralisation d'une importante opération de placement à long terme en cours d'année 2012, ce taux de croissance annuelle est ramené à 6,2 %.

Principale composante des actifs financiers (42 %), les **dépôts à vue** affichent ce trimestre une baisse de 0,2 %. Les **placements liquides** augmentent pour leur part de 13,3 M€ (+2,9 %) du fait d'une collecte dynamique sur les livrets ordinaires (+6,2 %, soit +6,6 M€), et sur les comptes créditeurs à terme (+9,1 %, soit +5,1 M€).

Les **placements à long terme** enregistrent une hausse de 2,3 % (soit 11,4 M€) ce trimestre. Les hausses les plus importantes s'observent au niveau des ménages, sur les contrats d'assurance vie et les plans d'épargne logement. Sur 12 mois, le taux de croissance des placements à long terme s'affiche à 45,9 % et à 3,5 % après neutralisation de l'effet de ladite opération en cours d'année 2012.

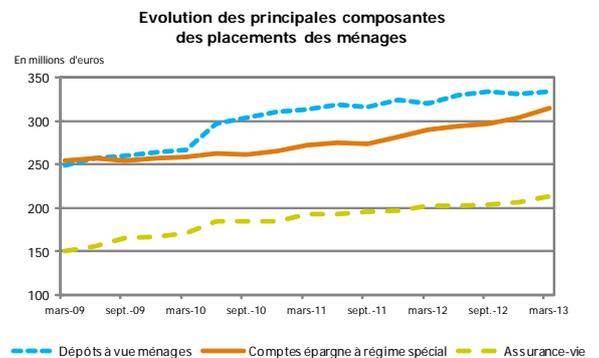
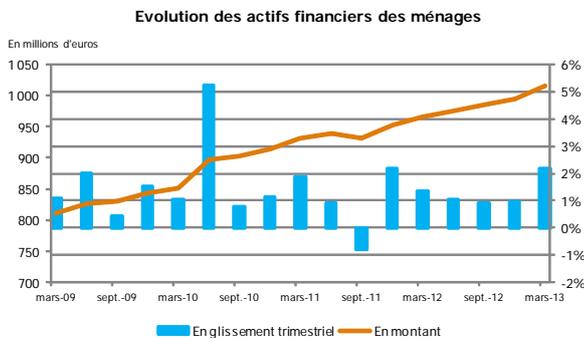


Nouvelle hausse de l'épargne des ménages

L'épargne des ménages progresse de 2,2 % et dépasse le seuil du milliard d'euros, soit une collecte de 1 015 M€. Cette situation résulte du manque de visibilité sur la conjoncture économique à moyen terme et des conditions favorables de certains supports de placement, incitant les ménages à réduire leur niveau de consommation et à augmenter leur épargne de précaution.

Les **dépôts à vue** augmentent de 0,5 % soit +1,6 M€. La plus forte progression en valeur s'observe sur les **comptes d'épargne à régime spécial** (+10,9 M€ soit +3,6 %), qui bénéficient de l'engouement toujours marqué des ménages pour les livrets A et bleus (+3,9 % soit +6,1 M€). La baisse du taux de rémunération de ces supports semble avoir été compensée par le relèvement de plafond et permet d'afficher un encours à 161 M€, en hausse de 12,1 % sur un an.

Les **placements à long terme** s'inscrivent également globalement en hausse (+2,5 % soit +8,1 M€), et ce principalement au niveau des contrats d'assurance vie (+6 M€ soit +2,9 %), ainsi que des plans épargne logement (+2,9 % soit +2,5 M€).



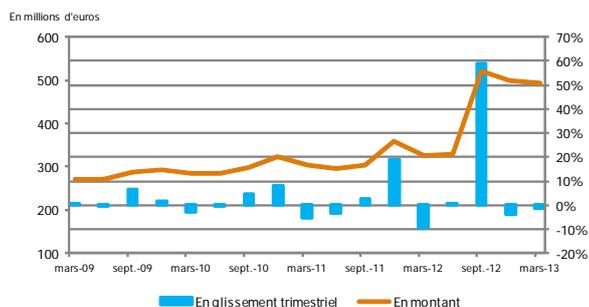
Contraction des actifs financiers des entreprises

Les actifs financiers détenus par les sociétés non financières s'établissent à 493 M€, en retrait de 1,3 % sur le trimestre (-6,3 M€) et en hausse de 51,4 % sur un an (+167,5 M€). Avec le retraitement d'une opération exceptionnelle survenue au troisième trimestre 2012, permettant de mieux appréhender la situation des placements des entreprises la hausse sur l'année est ramenée à +7,2 % (+23,5 M€).

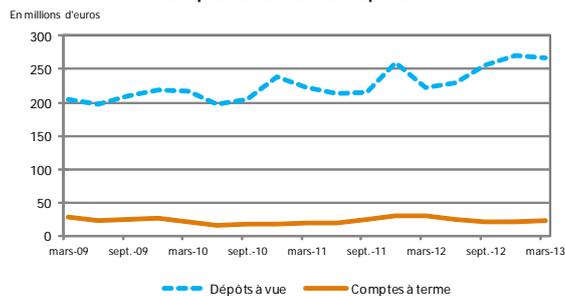
Les **dépôts à vue** qui concentrent la majeure partie (54 %) des actifs financiers des sociétés non financières, reculent de 0,9 % (soit -2,4 M€) et totalisent 267 M€. La baisse saisonnière de la collecte observée en début d'année, s'avère relativement modérée comparativement aux années précédentes. Les **placements liquides**, sont en repli de 6,8 %, soit -5,4 M€, principalement en raison d'une décollecte importante au niveau des comptes d'épargne à régime spécial (-19,6 %, -4,4 M€). Cette décollecte sur des placements liquides pourrait être à rapprocher des tensions de trésorerie que rencontrent les entreprises.

L'**épargne à long terme** augmente de 0,9 % soit 1,4 M€ sur le trimestre, pour s'établir à 152,2 M€.

Evolution des actifs financiers des entreprises



Evolution des principales composantes des placements des entreprises



Hausse des placements des autres agents

Les placements des autres agents économiques s'élevaient à 146 M€ et enregistrent une hausse de 5,6 % ce trimestre (+7,7 M€). Cette augmentation résulte essentiellement de la progression des placements liquides, en hausse de 16 % sur le trimestre et de 36,2 % sur un an (soit +12,8 M€). Les placements à long terme progressent de 67 % sur le trimestre mais s'affichent en retrait sur un an (-5,2 %). La variation sur ce segment est toutefois peu significative au regard du faible poids de ce poste dans les encours, à savoir 4,5 M€ soit seulement 2 % de l'encours de la catégorie « Autres agents ».

MÉTHODOLOGIE

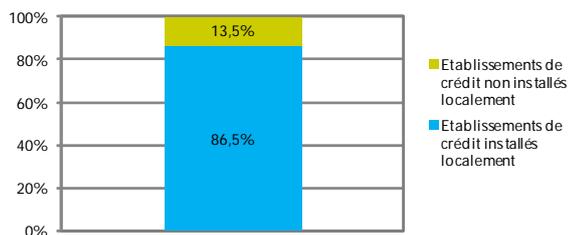
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

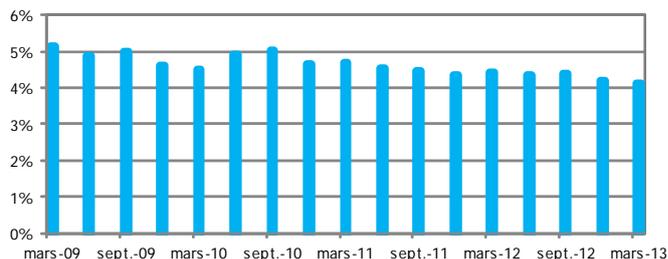
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	mars-09	mars-10	mars-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	1 an	1 trim
Entreprises										
Crédits d'exploitation	97,2	84,6	66,1	83,2	92,7	90,291	101,0	95,3	14,5%	-5,7%
<i>Créances commerciales</i>	8,6	6,5	5,1	9,3	8,5	7,8	9,2	6,9	-25,8%	-25,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	52,6	45,9	36,7	35,0	33,0	30,8	35,5	32,4	-7,4%	-8,7%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	9,7	8,7	6,9	6,8	6,5	5,8	6,0	5,7	-16,7%	-5,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	35,3	31,6	18,2	33,0	44,8	44,7	47,5	48,8	47,6%	2,6%
<i>Affacturage</i>	0,7	0,6	6,0	5,8	6,5	7,0	8,7	7,1	23,2%	-18,0%
Crédits d'investissement	346,9	355,8	353,9	382,8	364,8	371,8	388,6	402,2	5,1%	3,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	262,1	273,2	286,8	288,3	273,1	281,8	294,0	302,9	5,1%	3,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	23,3	23,3	36,6	39,6	26,2	25,5	25,4	25,6	-35,4%	0,9%
<i>Crédit-bail</i>	84,8	82,7	67,1	94,5	91,7	90,0	94,6	99,3	5,1%	5,0%
Crédits à l'habitat	637,3	704,5	732,8	734,4	749,4	770,8	782,1	793,4	8,0%	1,4%
Autres crédits	3,3	3,3	4,9	6,0	5,1	6,0	6,2	6,4	6,8%	3,9%
Encours sain	1 084,7	1 148,3	1 157,6	1 206,4	1 212,1	1 238,9	1 277,8	1 297,3	7,5%	1,5%
Ménages										
Crédits à la consommation	172,0	165,7	166,5	164,5	163,5	162,3	164,7	162,5	-1,2%	-1,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	153,9	145,8	142,5	137,2	137,3	134,4	138,0	136,0	-0,8%	-1,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	8,0	7,6	10,1	12,8	11,9	13,8	12,9	13,0	2,0%	0,9%
<i>Crédit-bail</i>	10,1	12,3	13,9	14,6	14,3	14,1	13,8	13,4	-7,9%	-2,5%
Crédits à l'habitat	393,4	436,6	520,6	582,8	594,5	611,2	630,9	629,2	8,0%	-0,3%
Autres crédits	0,7	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	-13,9%	-4,8%
Encours sain	566,2	602,3	687,2	747,5	758,2	773,8	795,7	791,9	5,9%	-0,5%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	2,1	0,8	1,4	21,3	0,9	0,9	0,6	0,8	-96,1%	43,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2,0	0,2	0,1	0,2	0,9	0,9	0,6	0,8	-96,0%	43,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,2	0,7	1,2	21,1	0,9	0,9	0,6	0,8	-96,0%	43,9%
Crédits d'investissement	298,4	355,3	359,2	400,3	393,6	387,6	379,8	387,5	-3,2%	2,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	297,9	355,0	359,0	400,2	393,6	387,6	379,8	387,5	-3,2%	2,0%
Autres crédits	1,1	0,8	0,8	0,5	0,4	0,4	0,2	0,2	-55,7%	
Encours sain	301,6	356,9	361,3	422,1	394,9	388,9	380,7	388,6	-8,0%	2,1%
Autres agents										
Encours sain	27,4	35,0	27,7	32,5	31,7	33,4	40,3	35,0	7,6%	-13,2%
TOTAL										
Encours sain	1 979,9	2 142,3	2 233,8	2 408,6	2 396,9	2 434,9	2 494,6	2 512,7	4,3%	0,7%
<i>dont ECNIL</i>	333,7	321,9	313,0	362,6	339,9	338,9	347,1	340,3	-6,2%	-2,0%
Créances douteuses brutes	96,3	95,5	103,4	102,4	104,6	106,5	105,5	100,9	-1,5%	-4,4%
<i>Créances douteuses nettes</i>	32,0	32,5	32,5	41,1	42,8	43,1	43,2	38,7	-5,8%	-10,4%
<i>(dt) Entreprises</i>	14,4	20,2	29,1	31,2	31,7	32,8	31,6	26,9	-13,6%	-14,8%
<i>(dt) Ménages</i>	14,6	11,7	9,2	9,6	10,8	10,0	11,3	11,5	19,5%	1,5%
Provisions	64,3	63,0	63,8	61,3	61,8	63,3	62,3	62,2	1,4%	-0,2%
Encours brut total	2 076,1	2 237,8	2 337,2	2 511,0	2 501,5	2 541,4	2 600,1	2 613,6	4,1%	0,5%
<i>Taux de créances douteuses</i>	4,6%	4,3%	4,4%	4,1%	4,2%	4,2%	4,1%	3,9%	-0,2 pt	-0,2 pt
<i>Taux de créances douteuses des ECIL</i>	5,1%	4,5%	4,7%	4,4%	4,4%	4,4%	4,2%	4,1%	-0,3 pt	-0,1 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	66,8%	66,0%	61,7%	59,9%	59,1%	59,5%	59,0%	61,6%	1,7 pt	2,6 pt

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	mars-09	mars-10	mars-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	1 an	1 trim
Sociétés non financières	271,7	285,0	304,7	326,1	327,2	520,1	499,9	493,6	51,4%	-1,3%
Dépôts à vue	204,5	217,1	221,5	223,0	229,2	255,7	269,6	267,3	19,8%	-0,9%
Placements liquides ou à court terme	64,2	62,9	77,2	94,1	89,6	89,4	79,3	73,9	-21,5%	-6,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,3	0,7	17,8	21,3	24,1	28,3	22,3	18,0	n.s	-19,6%
Placements indexés sur les taux de marché	63,9	62,3	59,4	72,8	65,5	61,2	56,9	55,9	-23,2%	-1,8%
<i>dont comptes à terme</i>	27,3	20,9	19,0	30,7	24,5	20,6	21,2	22,8	-25,9%	7,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	35,2	40,4	35,8	32,0	31,9	32,3	31,4	28,9	-9,8%	-8,2%
<i>dont certificats de dépôt</i>	1,4	1,0	4,6	10,1	9,1	8,3	4,3	4,3	-57,4%	0,0%
Epargne à long terme	3,0	5,0	6,1	9,0	8,4	175,0	151,1	152,5	x 15,9	0,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	2,6	2,8	4,1	5,0	4,5	4,5	4,0	4,0	-21,5%	-1,7%
Ménages	810,8	851,7	930,7	964,9	975,0	983,9	993,5	1 015,2	5,2%	2,2%
Dépôts à vue	248,9	266,7	313,1	320,5	328,9	333,1	331,4	333,0	3,9%	0,5%
Placements liquides ou à court terme	296,6	292,9	305,2	318,5	323,2	325,2	331,8	343,8	7,9%	3,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	254,5	258,3	271,6	290,2	294,6	296,8	303,5	314,4	8,4%	3,6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	82,2	81,7	87,6	94,1	95,6	98,4	91,8	96,0	2,0%	4,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	119,0	125,1	133,3	143,9	146,2	146,2	155,3	161,4	12,1%	3,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,6	2,5	2,4	2,2	2,2	2,1	2,1	2,0	-8,8%	-4,8%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	10,9	9,2	7,5	6,8	6,8	6,9	7,0	6,2	-8,6%	-11,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	14,5	14,9	15,7	17,1	17,5	17,3	21,1	22,7	32,9%	7,6%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	25,3	24,9	25,2	26,0	26,2	25,9	26,2	26,1	0,2%	-0,3%
Placements indexés sur les taux de marché	42,1	34,6	33,6	28,4	28,7	28,4	28,3	29,4	3,5%	3,9%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	27,9	20,6	20,4	20,2	20,9	21,2	20,6	21,5	6,3%	4,0%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
<i>dont OPCVM monétaires</i>	14,2	14,1	13,2	8,2	7,7	7,2	7,7	7,9	-3,3%	3,4%
Epargne à long terme	265,3	292,1	312,5	325,8	322,8	325,6	330,3	338,4	3,9%	2,5%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	76,8	79,8	83,3	86,9	86,4	87,1	88,8	91,4	5,2%	2,9%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	6,5	6,0	5,8	5,5	5,4	5,4	5,4	5,3	-2,5%	-1,4%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	1,2	1,1	0,9	0,9	0,9	0,9	0,7	0,7	-22,3%	-7,4%
<i>dont portefeuille-titres</i>	11,6	15,1	15,8	18,8	17,7	18,2	18,0	18,1	-3,8%	0,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	18,5	18,9	14,7	11,4	10,5	10,4	10,7	10,3	-9,8%	-3,8%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	150,8	171,1	192,2	202,4	201,9	203,6	206,7	212,7	5,1%	2,9%
Autres agents	120,4	113,5	122,9	131,3	128,1	130,2	138,5	146,2	11,4%	5,6%
Dépôts à vue	92,7	91,0	89,5	91,1	81,7	85,8	94,1	93,4	2,6%	-0,8%
Placements liquides ou à court terme	26,0	20,7	29,2	35,4	42,7	41,3	41,6	48,3	36,2%	16,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	8,4	8,9	11,3	14,6	17,2	17,7	18,5	20,9	42,7%	13,2%
Placements indexés sur les taux de marché	17,6	11,8	17,9	20,8	25,5	23,7	23,2	27,4	31,7%	18,3%
<i>dont comptes à terme</i>	7,3	6,6	8,1	14,5	14,9	14,8	14,5	17,3	19,5%	19,0%
Epargne à long terme	1,7	1,8	4,3	4,8	3,7	3,0	2,7	4,5	-5,2%	67,3%
Total actifs financiers	1 202,8	1 250,2	1 358,4	1 422,3	1 430,2	1 634,2	1 631,9	1 655,0	16,4%	1,4%
Dépôts à vue	546,0	574,8	624,0	634,6	639,8	674,6	695,2	693,7	9,3%	-0,2%
Placements liquides ou à court terme	386,8	376,5	411,5	448,1	455,5	456,0	452,7	466,0	4,0%	2,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	263,2	267,9	300,7	326,1	335,9	342,8	344,3	353,3	8,3%	2,6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	87,3	87,3	95,9	105,8	109,4	112,3	106,4	113,0	6,8%	6,2%
<i>dont livrets A et bleus</i>	121,4	128,4	154,0	168,2	173,8	178,3	181,5	183,1	8,9%	0,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,6	2,5	2,4	2,2	2,2	2,1	2,1	2,0	-8,8%	-4,8%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	10,9	9,2	7,5	6,8	6,8	6,9	7,0	6,2	-8,7%	-11,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	14,5	14,9	15,7	17,1	17,5	17,3	21,1	22,7	32,9%	7,6%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	25,3	24,9	25,2	26,1	26,2	25,9	26,2	26,1	0,2%	-0,3%
Placements indexés sur les taux de marché	123,5	108,7	110,9	122,0	119,6	113,2	108,4	112,7	-7,6%	4,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	62,5	48,1	47,5	65,4	60,3	56,6	56,4	61,5	-5,9%	9,1%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
<i>dont certificats de dépôt</i>	1,4	1,0	4,6	10,1	9,1	8,3	4,3	4,3	-57,4%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	59,6	59,6	58,8	46,5	50,2	48,4	47,7	46,9	0,8%	-1,8%
Epargne à long terme	270,0	299,0	322,8	339,6	334,9	503,7	484,1	495,4	45,9%	2,3%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	76,8	79,8	83,3	86,9	86,5	87,2	88,9	91,4	5,2%	2,9%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	6,5	6,0	5,8	5,5	5,4	5,4	5,4	5,3	-2,5%	-1,4%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	1,2	1,1	0,9	0,9	0,9	0,9	0,7	0,7	-22,3%	-7,4%
<i>dont actions</i>	8,3	10,5	11,5	11,6	10,7	177,6	153,0	154,8	x 12,3	1,2%
<i>dont obligations</i>	4,3	7,5	7,4	12,9	12,6	13,1	13,9	13,7	5,9%	-1,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	22,2	22,9	21,7	19,3	16,8	16,0	15,4	16,8	-13,0%	9,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	150,8	171,1	192,2	202,4	201,9	203,6	206,7	212,7	5,1%	2,9%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : Juin 2013